

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**



20^{ème} anniversaire de la création de l'UEMOA

Cérémonie commémorative

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE DOCTEUR YAYI BONI
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN
PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CONFERENCE DES CHEFS
D'ETAT
ET DE GOUVERNEMENT DE L'UEMOA**

Ouagadougou, le 20 octobre 2014

Excellence Monsieur le Président du Faso ;

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat de Côte d'Ivoire, de Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Togo et Chers Collègues ;

Monsieur le Premier Ministre du Faso ;

Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions du Faso ;

Monsieur le Président du Conseil des Ministres de l'UEMOA ;

Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA ;

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatiques et Représentants des Organisations internationales ;

Monsieur le Gouverneur de la BCEAO ;

Monsieur le Président de la BOAD ;

Messieurs les anciens Gouverneurs de la BCEAO ;

Monsieur le Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers ;

Mesdames et Messieurs les Présidents des différents organes de l'UEMOA ;

Chers Collaborateurs des Organes et Institutions de l'UEMOA ;

Honorables invités ;

Mesdames et Messieurs,

Née de l'esprit visionnaire de ses initiateurs soucieux d'engager nos pays dans un processus d'intégration au lendemain des indépendances, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, découlant de l'Union Monétaire Ouest Africaine, célèbre cette année 2014, le 20ème anniversaire de son existence ici à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso et siège de notre organisation commune.

Excellence Monsieur le Président du Faso, à la suite de vos chaleureux mots de bienvenue dont je vous remercie, je voudrais à mon tour vous exprimer, au nom de mes collègues, notre profonde gratitude à vous-même, à votre famille, au Peuple frère et ami du Faso ainsi qu'à votre Gouvernement, notre profonde gratitude pour l'accueil empreint d'amitié et de fraternité qui nous a été réservé et pour la parfaite organisation de cette cérémonie.

C'est aussi l'occasion de vous renouveler au nom des populations de notre espace économique, toute notre reconnaissance pour votre constante sollicitude envers l'UEMOA en lui offrant un excellent cadre de travail et toutes les commodités propices à la réflexion dans votre belle capitale.

Je voudrais maintenant saluer la présence de mes chers frères et amis chefs d'Etat et de Gouvernement de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger du

Sénégal, du Togo et du Représentant de la Guinée Bissau qui, en dépit de leurs lourdes charges ont accepté d'effectuer le déplacement de Ouagadougou afin de marquer d'un sceau particulier la commémoration du 20ème anniversaire de notre institution de coopération et d'intégration. Votre présence à Ouagadougou est l'expression de votre foi au devenir de l'UEMOA et de notre détermination à faire de cette organisation un véritable instrument de développement de nos états et surtout à lui donner une nouvelle impulsion, à l'orée de sa 3ème décennie d'existence. À tous nos autres collègues qui n'ont pas pu effectuer le déplacement de Ouagadougou, j'adresse mes sentiments fraternels et de solidarité.

Enfin, à toutes les personnalités ici présentes ainsi qu'à toutes les personnes de bonne volonté ayant contribué à la tenue de cette rencontre, je renouvelle nos sincères remerciements.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat ;

Messieurs les Présidents d'Organes et Institutions de l'UEMOA et du Burkina Faso ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Honorables invités ;

L'UEMOA, notre organisation communautaire fête son vingtième anniversaire. En cette occasion, nous devons d'abord rendre hommage aux Pères fondateurs de notre Union pour la clairvoyance et les efforts consentis pour porter sur les fonds baptismaux cette institution dont nous sommes aujourd'hui fiers.

A l'hommage rendu à ces pionniers, nous associons les continuateurs d'hier et d'aujourd'hui notamment les responsables des différents organes et institutions ainsi que l'ensemble du personnel. Tous ont consacré leur énergie, leur intelligence depuis leur position pour conduire les principaux chantiers du processus d'intégration de l'UEMOA.

La célébration de cet anniversaire est tout à l'honneur de la Commission, fer de lance de notre politique d'intégration économique. Je saisis cette occasion pour réitérer, au nom de mes pairs, à Monsieur **Cheikhe Hadjibou SOUMARE**, Président actuel de la Commission et à ses collaborateurs, notre satisfaction et nos encouragements pour la qualité de leur leadership à la tête de notre organisation communautaire.

Grâce aux efforts de chaque acteur, avec le soutien des chefs d'Etat et de gouvernement de nos pays, nous célébrons cet anniversaire de notre Union avec de réels motifs de satisfaction.

Aujourd'hui en effet, à travers l'UEMOA, notre espace sous régional est une union douanière. Nous avons des politiques sectorielles claires, dont les programmes sont exécutés progressivement ; nous réalisons, dans chacun de nos Etats, des infrastructures de développement sociocommunautaires portées par notre Union sous régionale.

Nous avons tous compris que l'intégration économique régionale est l'un des moyens les plus efficaces, voire l'unique moyen, pour réduire les handicaps les plus lourds de nos pays, notamment la taille réduite de nos économies, l'enclavement, la spécialisation excessive dans la production de matières premières, la disparité des lois et dispositifs réglementaires dans le traitement des échanges commerciaux, l'absence de concertation en matière de politique économique et la marginalisation dans les flux mondiaux de biens et de capitaux.

L'UEMOA n'est plus aujourd'hui une vue de l'esprit mais une réalité, qui fait partie du quotidien de nos populations. En effet, chaque jour qui passe, nous donne l'occasion de voir progresser notre ambition commune, d'unir notre destin pour relever ensemble les défis du développement au bénéfice de nos populations, dans la solidarité et la complémentarité.

Je tiens donc à remercier tous les Chefs d'Etat qui m'ont précédé à la présidence de la Conférence de l'Union pour avoir œuvré inlassablement à faire avancer notre organisation dans la voie du progrès et du développement durable. Leur contribution à la construction de l'Union pour en faire une organisation crédible, aura été déterminante, malgré les diverses crises que nous avons traversées tout au long du parcours honorable qui a marqué ses vingt ans.

Le Bénin, mon pays, est honoré de présider aujourd'hui cette instance de notre Union, au moment où elle célèbre ses vingt années d'existence. Pour nous, c'est un défi qui nous est lancé ; celui de tracer de nouvelles pistes pour que les acquis d'aujourd'hui soient consolidés, enrichis et largement amplifiés.

La réalisation de ces ambitions implique le relèvement de plusieurs défis liés à la mise en application effective des réformes des textes et programmes adoptés par nous-mêmes.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

En termes de défis, je voudrais en évoquer avec vous six principaux dont le relèvement permettra non seulement de renforcer les acquis de notre Union mais surtout de lui donner l'impulsion nécessaire pour faire face aux perpétuelles mutations que connaît notre monde aujourd'hui.

Le défi de la libre circulation des biens et des personnes nous interpelle de manière particulière. En effet, c'est sa résolution qui donnera une âme à notre Union, c'est la libre circulation des biens et singulièrement des personnes qui fera de notre Union non seulement un espace économique mais également et surtout consacra l'union de nos peuples engagés dans le combat pour forger un destin commun.

Il m'a paru donc nécessaire de faire de ce volet, une priorité dans le cadre de mon mandat en tant que Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Au demeurant, le caractère prioritaire de ce chantier nous a amenés à confier sa supervision au Président Macky SALL qui, en ce moment, achève les travaux préparatoires pour sa mise en œuvre.

Relever le défi de l'énergie est une préoccupation fondamentale car il est illusoire d'élaborer des politiques de développement et de viser l'émergence de nos économies sans résoudre le problème de l'énergie sur une base régionale en termes d'interconnexions. Il nous faudra

multiplier les initiatives pour rendre l'énergie disponible et accessible pour nos populations, pour les ménages et le secteur productif. Nous y œuvrons dans le cadre de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable. J'exhorte donc l'Union et les Etats membres à encore redoubler d'efforts en mettant un accent particulier sur les énergies renouvelables. Le relèvement de ce défi exige de nous un engagement politique de tous les instants.

Le défi de l'agriculture est majeur car il conditionne la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos populations et partant, leur santé. Il s'agit de mutualiser au niveau de notre espace nos efforts pour produire en qualité et en quantité afin de couvrir les besoins alimentaires de nos populations et envisager l'exportation. Aussi l'agriculture reste-t-elle notre secteur prioritaire et notre tissu industriel devrait se développer en s'appuyant sur ces atouts et en accord avec notre vision contenue dans le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) adopté par l'Union Africaine. A cet effet, il importe de mutualiser nos efforts en termes d'innovations, de recherches, pour intégrer la dimension changement climatique dans la maîtrise des risques au niveau de la gouvernance environnementale.

C'est pourquoi la question de la sécurité alimentaire, que l'Union a décidé de prendre en charge dans le cadre du Haut Comité pour la Sécurité Alimentaire, sous la clairvoyante conduite du Président Mahamadou ISSOUFOU, constitue une priorité pour l'Union qui, à travers des programmes porteurs, accompagnent les Etats membres dans ce domaine.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat,

Mesdames et Messieurs,

Le défi du financement de l'économie requiert toute notre attention, car au cœur de toute stratégie de développement se trouve la problématique du financement de l'économie. C'est pourquoi, cette question cruciale est confiée par l'Union au Président Alassane OUATTARA qui a mobilisé la Commission de l'UEMOA, la BCEAO et la BOAD pour travailler en parfaite synergie en vue de favoriser la mobilisation de ressources nécessaires au financement des économies de l'Union, notamment dans le secteur des infrastructures. Il s'agit de concrétiser le maillage et l'interconnexion de nos économies par le développement des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires et

aéroportuaires et en technologies de l'information et de la communication.

C'est le lieu de saluer les résultats prometteurs de la Conférence des investisseurs que l'Union a organisée le 9 septembre 2014, à Dubaï. Cet événement important va dans le sens de la diversification des partenaires de l'Union. Il lui permettra de mobiliser d'autres sources de financement, notamment avec la formule du Partenariat Public Privé, face à l'ampleur de nos besoins en matière d'investissement dans le domaine des infrastructures.

Un autre socle du développement dans notre espace est l'amélioration de la qualité des ressources humaines. Dans cette perspective, nous devons dans nos Etats et collectivement nous atteler à relever **le défi de la formation technique et professionnelle et de l'emploi des jeunes**. En effet, il n'est pas exagéré de considérer que l'Afrique en général et en particulier notre espace ne peut se développer s'il ne se dote de ressources humaines de qualité. Aussi, devons-nous créer des structures étatiques et régionales de formation professionnelle et technique de la jeunesse, faciliter sa circulation dans nos universités pour sa quête du savoir et du savoir-faire; ensuite régler la question de

son insertion sociale, donc de l'emploi dont la non résolution constitue une épée de Damoclès qui pèse sur la paix sociale dans notre espace.

A cet égard, il nous paraît évident que les Etats seuls, ne sauraient répondre efficacement aux attentes de nos peuples pour leur résolution. Nous devons dès lors impliquer le secteur privé dans un partenariat gagnant-gagnant et je voudrais demander à la Commission, à la Chambre Consulaire Régionale, à la BOAD, à la BCEAO et à toutes les autres instances d'explorer toutes les pistes, en étroite collaboration avec nos entreprises, pour créer les conditions les meilleures, en vue de leur permettre d'être les pourvoyeurs d'emplois productifs, décents et durables pour notre jeunesse.

Mesdames, Messieurs,

Il n'est pas superflu de souligner la crise de la fièvre hémorragique à virus Ebola sur nos acquis sanitaires, économiques et sociaux et à laquelle il faut trouver une riposte immédiate et adéquate à l'échelle planétaire compte tenu de ses effets dévastateurs. Nous exprimons la solidarité de notre Union à l'endroit des Peuples frères et amis, victimes en ce moment, des affres de ce cataclysme humanitaire. Compte tenu de la précarité de nos systèmes sanitaires pris isolément, nous devons

mutualiser nos moyens pour faire face aux pandémies qui menacent la sécurité sanitaire de nos Peuples.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat,

Mesdames et Messieurs,

Toutes ces activités dont la concrétisation contribuera à la consolidation de notre Institution communautaire ne pourront prospérer que si elles s'exécutent dans un climat social et économique apaisé. C'est pourquoi, le relèvement du **défi de la stabilité, de la paix et de la sécurité** est primordial. En raison du caractère de plus en plus régional et international des menaces qui pèsent sur nos pays, il est impérieux de mettre en commun nos efforts afin de concourir à une riposte collective. C'est dans ce sens que je voudrais louer **le chantier Paix et Sécurité** introduit par l'Union dans sa stratégie d'intégration et qui viendra en appoint aux acquis et aux initiatives en cours dans la sous-région, en accompagnant ses Etats membres pour le renforcement de leur coopération dans ce domaine.

Enfin, nous devons ensemble créer les conditions pour accélérer le relèvement de tous ces défis qui conditionnent le progrès dans notre espace économique et monétaire. Dans ce sens, je mettrai un accent particulier sur la revue de la mise en œuvre des réformes, la réalisation du pacte de stabilité et de solidarité, et pour assurer l'application effective des textes communautaires et l'exécution efficace des programmes et projets de l'Union. A cet égard, je me propose de réunir les Premiers Ministres des Etats membres de l'Union pour donner une impulsion politique au mécanisme de cette revue. En effet, nous devons accorder la plus grande attention à la mise en œuvre des réformes, si nous voulons franchir un autre palier du processus d'intégration de l'Union.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais terminer en souhaitant un bon anniversaire à nos vaillantes populations. Qu'à Ouagadougou, Abidjan, Bissau, Bamako, Niamey, Dakar, Lomé et Cotonou, chacun d'entre nous, chacune des 100 millions

de personnes que nous sommes, soient fiers d'appartenir à la communauté UEMOA.

Vingt ans, c'est la maturité, mais de nombreux défis restent à relever. Je suis convaincu que dans la solidarité et la cohésion, ensemble nous pourrons réaliser nos grandes ambitions pour le développement de notre espace communautaire en vue d'améliorer les conditions de vie de nos populations.

QUE DIEU BENISSE NOTRE UNION !

VIVE L'INTEGRATION AFRICAINE !

VIVE L'UEMOA !

JE VOUS REMERCIE.